

LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

SEPTIÈME ANNÉE N° 606 DU 9 JUILLET 2012

1801/2012 : 211^e ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

BONNE SEMAINE

LA CITATION DE LA SEMAINE

« **Le mensonge donne des fleurs mais pas de fruits.** »

PROVERBE AFRICAIN

OUVERTURE D'UN SOMMET SOCIAL

EN FRANCE

SANS LA PRÉSENCE

DES ORGANISATIONS SYNDICALES

GUADELOUPÉENNES

À LA UNE

L'OUVERTURE DU SOMMET SOCIAL

La Conférence sociale, chargée de définir une "feuille de route" pour les réformes sociales du quinquennat, s'est ouvert lundi au palais d'Iéna. Elle s'organise autour de sept tables rondes thématiques, articulée autour de l'emploi, et rassemble les ministres et les partenaires sociaux. La rencontre a été ouverte par un discours du président François Hollande. Sur le fond, le chef de l'Etat français a promis de ne pas rester « inactif » devant les plans sociaux, annoncé le lancement des contrats de génération l'an prochain, et rappelé la nécessité de réduire la dette. Sur la forme, François Hollande a tenu à afficher sa volonté de rompre avec la méthode de son prédécesseur. Rappelant son intention d'inscrire la nécessité de la concertation sociale dans la Constitution, il a assuré que cette conférence accoucherait d'une feuille de route. Et donné « rendez-vous dans un an » pour un premier bilan. Selon lui, «trois grands défis» se doivent d'être relevés : le redressement des comptes publics, la détérioration de la compétitivité et chômage. Les tables rondes, qui auront lieu à huis clos pendant deux demi-journées, lundi après-midi et mardi matin, seront axées chacune sur un thème et placées sous la houlette d'un ministre. Focus sur les thèmes des discussions qui seront abordées durant ces deux jours de débats.

• L'EMPLOI ET NOTAMMENT CELUI DES JEUNES

Seront discutés lors de cette table ronde le "contrat de génération" et les "emplois d'avenir" proposés par François Hollande pendant la campagne présidentielle, ainsi que les questions relatives au marché du travail et aux licenciements. Les débats sur ce thème seront pilotés par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Michel Sapin.

• LES COMPETENCES ET LA FORMATION

Le développement et l'acquisition des compétences, la formation professionnelle, le compte individuel de formation seront au centre de cet atelier. Le ministre délégué à la Formation professionnelle et à l'apprentissage, Thierry Repentin, animera ce thème.

• DES REMUNERATIONS JUSTES ET EFFICACES

Pouvoir d'achat, salaire minimum et indexation, négociations sur les minima salariaux par branches professionnelles, bas salaires et heures

supplémentaires, intéressement, participation, rémunération des dirigeants d'entreprise, seront au coeur des discussions. Les débats seront pilotés par le ministre de l'économie et des Finances, Pierre Moscovici, et le ministre délégué à l'économie sociale et solidaire, Benoît Hamon.

- **LES CONDITIONS DU REDRESSEMENT PRODUCTIF**

Cette table ronde présentera les mesures "offensives" de sauvegarde et de développement de l'industrie tels que la Banque publique d'investissement et les crédits impôts recherche. Ce thème piloté par le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg.

- **L'EGALITE PROFESSIONNELLE**

Cette table ronde évoquera les thèmes de l'égalité salariale hommes-femmes et les questions touchant à l'organisation du travail. Thème piloté par la ministre des Droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem.

- **LES RETRAITES ET LA PROTECTION SOCIALE**

L'avenir de la retraite et de la protection sociale sera débattu lors d'échanges conduits par la ministre des Affaires sociales et de la Santé, Marisol Touraine.

- **LA MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE**

Cet atelier abordera les questions relatives à la fonction et aux services publics. La ministre de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction publique, Marylise Lebranchu, assurera l'animation des débats.

Quelque 300 personnes étaient présentes , mais avec des statuts très différents:

1) Les VIP. Les huit organisations patronales et syndicales dites représentatives (CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC, Medef, CGPME et UPA) auront droit au programme complet. Lundi 9 juillet, elles seront seules à partager le petit déjeuner avec François Hollande. Les ateliers seront ensuite animés par sept ministres, doublés d'experts "facilitateurs". Pressenties: Muriel Pénicaud (Danone) ou Catherine Barbaroux (Adie).

2) Les fauteuils d'orchestre. Pour la première fois, d'autres syndicats de salariés (Unsa, Solidaires...) et patronaux (Usgeres, Unapl...) sont conviés. Pour les sélectionner, il a fallu établir une règle - "tordue, certes, mais qui a le mérite d'exister", selon un organisateur : leur présence au Conseil d'orientation pour l'emploi, au Conseil d'orientation des retraites...

3) Les strapontins. Certaines associations, comme Emmaüs, ont fait savoir qu'elles regrettaient de ne pas être présentes. Elles fourniront une contribution écrite. Les associations de chômeurs, qui ne sont pas conviées, ont décidé de manifester le lundi matin pour dire leur mécontentement.

La Guadeloupe absente

Bien entendu , encore une fois , les organisation syndicales guadeloupéennes qui représentent les salariés guadeloupéens ne sont pas la car elles n'ont pas été conviées . Les satellites des syndicats français dans notre pays n'ont pas de représentativité si l'on se réfère au scrutin des prudhommes . Il s'agit d'un scandale qui illustre bien la négation de notre peuple et le mépris vis à vis des guadeloupéens .

Les décisions qui seront prises vont donc s'appliquer à notre pays sans que notre peuple puisse décider .Ces pratiques sont contraires à la démocratie dont les français aiment à se gargariser ;

En tous cas , le diagnostic social de ceux qui contestent l'ordre colonial est fondamentalement différent de celui de la France . La société guadeloupéenne connaît un fort taux de chômage et une faible création d'emplois du fait d'une modeste croissance. Elle est minée par des inégalités notamment en matière de salaires . Le droit du travail et le droit des procédures collectives ne protègent pas assez les salariés d'où la nécessité d'une réforme profonde et la protection sociale française appliquée dans notre pays est un facteur de distorsion et d'inefficacité .

LA RÉDACTION



AFFAIRES NATIONALES

ÉCONOMIE, SOCIAL, SANTÉ, SOCIÉTÉ

OÙ EN EST LE FINANCEMENT BANCAIRE DE L'ÉCONOMIE DE LA GUADELOUPE ?

Selon **L'IEDOM** , le financement de l'économie guadeloupéenne par le système bancaire reste dynamique en 2011 : l'encours des crédits sains consentis par les établissements bancaires atteint 7,7 milliards d'euros, en hausse

de 7 % sur un an (+504,1 millions d'euros) après une augmentation de 6,5 % en décembre 2010. À titre de comparaison, en France métropolitaine, l'augmentation était de 5,3 % sur un an à fin décembre 2011. L'ensemble des catégories de crédits augmente, à l'exception des crédits d'exploitation qui se replie à nouveau, toutefois moins nettement que les années précédentes (-1,7 % après -10,9 % en 2010 et -13,4 % en 2009). Les entreprises demeurent les principaux bénéficiaires du financement bancaire, avec 47,4 % de l'encours sain, suivies par les ménages (37,7 %) et les collectivités locales (10,7 %). En Guadeloupe, le dynamisme de l'activité de crédit est porté par les entreprises dont l'encours (3,6 milliard d'euros) a progressé de 8 % en 2011, contrastant avec une année 2010 peu dynamique (+1,7 %). Pour comparaison, en France métropolitaine, l'activité de crédit aux entreprises augmente de 4,4 % sur un an. Cette évolution provient essentiellement de la croissance des crédits immobiliers (1,8 milliard d'euros). Après une hausse modérée en 2010 (+1,8 %), l'encours progresse de 11,5 % fin 2011, dépassant de 6 points la croissance annuelle moyenne relevée entre 2006 et 2010. À fin 2011, les crédits immobiliers représentaient 49 % de l'encours total porté par les entreprises. La croissance des crédits d'investissement s'accélère également en 2011, de 7,7 % sur un an contre +5,2 % en 2010, pour atteindre un encours de 1,5 milliard d'euros. Cette évolution reste inférieure aux taux de croissance à deux chiffres des années 2006 à 2008. Les crédits à l'équipement en particulier augmentent de 9 % en 2011 (après +6,1 % un an plus tôt). En revanche, l'encours des crédits d'équipement des entrepreneurs individuels recule pour la troisième année consécutive (-3,4 % après -4,1 % en 2010 et -3,2 % en 2009). Le crédit-bail se redresse (+1,1 % contre +0,7 % en 2010), reflet d'une amélioration de l'activité dans le commerce. Le recours aux crédits d'exploitation continue en revanche à diminuer (-7,5 % sur un an contre -11,4 % en 2010). Les entreprises du département ajustent, comme en 2009 et 2010, leurs charges et limitent leur recours aux crédits de court terme (-10,1 %). Après une baisse marquée en 2010 (-20 %), le recours aux découverts, en retrait depuis fin 2008, se replie à nouveau de 3,4 % en 2011. Les crédits aux ménages progressent de 6,5 %. Les financements consentis aux ménages guadeloupéens (2,9 milliards d'euros) progressent plus modérément que ceux consentis aux sociétés non financières. Leur rythme de croissance, quoique soutenu, décélère (+6,5 % après +8,2 % en 2010). Le taux de croissance de l'encours des crédits à la consommation reste positif (+4 %), mais en léger retrait par rapport à l'année précédente (+5,3 %). Le financement de l'habitat des ménages reste bien orienté malgré un léger ralentissement. Favorisé comme en France métropolitaine par les niveaux historiquement bas des taux d'intérêt, l'encours (1,9 milliard d'euros et 65,7 % de l'ensemble des crédits aux ménages guadeloupéens) progresse de 7,9 % après une hausse de 9,8 % un an plus tôt. Cette évolution demeure nettement inférieure aux taux de Source . Après une bonne performance en 2010 (+12,1%), les crédits aux collectivités locales augmentent de 7,8 % en 2011 (+59 millions d'euros). Les crédits d'investissement, 95,3 % de l'ensemble, sont en hausse de 5,5 %, deux fois moindre que celle de 2010 (+12,4 %). L'encours total est porté à hauteur de 85 % par les établissements de crédit locaux.

Au premier trimestre 2012, l'activité économique guadeloupéenne se maintient

dans la plupart des secteurs. L'indicateur du climat des affaires (ICA) poursuit sa progression et reste supérieur à sa moyenne de longue période. Les entreprises du commerce continuent de profiter du redressement de la consommation des ménages et le secteur du tourisme reste bien orienté. Dans ce contexte, l'activité de crédit maintient une croissance annuelle soutenue (+8 % après +7 % en décembre 2011) liée essentiellement à la bonne performance des crédits aux entreprises. Les ménages sollicitent davantage les établissements de crédit : l'encours affiche une hausse de 6,9 % sur un après avoir ralenti au trimestre précédent. L'accélération observée est imputable au financement de l'habitat (+9,1 % sur un an), les crédits à la consommation étant peu dynamiques. Les actifs financiers continuent de progresser à un rythme modéré (+3,3 % sur un an), néanmoins supérieur à la croissance de décembre 2011 (+2,5 %).

PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION



AFFAIRES INTERNATIONALES

SOCIÉTÉ MONDIALE

L'OCDE PESSIMISTE

Les indicateurs composites avancés de l'OCDE montrent une décélération du rythme de l'activité économique dans la plupart des principaux pays de l'OCDE et un ralentissement plus marqué dans la plupart des principales économies non-membres. Ces indicateurs sont conçus pour anticiper les points de retournements de l'activité économique par rapport à sa tendance : au Japon, aux États-Unis et dans la Fédération de Russie, ils demeurent au-dessus de la tendance de long-terme mais continuent de montrer un essoufflement dans leur dynamique. En France, en Allemagne, au Canada, au Royaume-Uni et dans la zone euro dans son ensemble, les indicateurs composites avancés continuent de signaler une activité économique en-dessous de la tendance de long-terme, souligne l'organisation. L'évaluation pour la Chine et l'Inde montre, fortement, un ralentissement avec une activité économique tombant en dessous de la tendance de long-terme, ajoute-t-elle.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

L' AVÈNEMENT D' UN NÉOPUTSCHISME

Le temps des bruits de bottes et des coups d'Etat militaires est révolu en Amérique latine. Mais les coups d'état se succèdent sous une nouvelle forme, en apparence plus civilisée. La destitution du président paraguayen, sixième de la série depuis le début des années 2000, illustre ce que l'analyste argentin Juan Tokatlian appelle le

"néoputschisme". La situation que vient de vivre le Paraguay [la destitution du président Fernando Lugo le 22 juin] illustre l'avancée en ce début de XXI^e siècle d'une nouvelle forme de coups d'Etat en Amérique Latine qu'on pourrait appeler le néoputschisme. Le coup d'Etat traditionnel passait par une intervention violente de l'armée (soutenue par certaines composantes de la société), avec l'appui ou la tolérance de l'étranger, par exemple de Washington. Il visait à redéfinir l'équilibre du pouvoir et à fonder un ordre nouveau. Ce "nouveau putschisme" est, dans les formes, moins virulent que l'ancien. Mené par des civils (avec un soutien implicite ou la connivence explicite des militaires), il maintient un semblant de respect des institutions, n'implique par nécessairement une puissance étrangère et prétend, au moins dans un premier temps, faire sortir le pays d'une impasse sociale ou politique pouvant dangereusement dégénérer. La succession récente de ces nouveaux coups d'Etat est révélatrice : destitution "légale" de Jamil Mahuad en Equateur (2000) ; renversement "institutionnel" d'Hugo Chávez au Venezuela (2002) ; "sortie" forcée de Jean-Bertrand Aristide à Haïti (2004) ; remplacement "constitutionnel" de Manuel Zelaya au Honduras (2009) ; enfin, coup d'Etat policier contre Rafael Correa (2010). La "déstitution" de Fernando Lugo pour incompétence dans l'exercice de ses fonctions s'inscrit dans une dynamique de coups d'Etat censément bienveillants, dont les auteurs se sont vus contraints de "sauver" la démocratie. Ces six coups d'Etat d'un nouveau genre correspondent à des situations nationales spécifiques, mais ils ont un point commun. Les putschistes invoquent tous les mêmes arguments pour justifier leur comportement antidémocratique : vide de pouvoir préoccupant, tendance autoritaire du président, crise politique auto-infligée, ambition présidentielle démesurée, volonté de "perpétuation" dans l'exécutif. Dans la plupart des cas, le rôle du Parlement est décisif et l'on invoque la Constitution, prise à la lettre, pour conférer une légitimité à la destitution du président. Ainsi, au Paraguay, le pouvoir législatif a agi conformément à l'article 225 de la Constitution : la Chambre des députés accuse et le Sénat juge, respectivement à la majorité des deux tiers. En revanche, il n'est pas possible que ce genre de "procès politique" [le terme employé par le Congrès pour voter en moins de quarante-huit heures la destitution du président] soit prononcé sans procès, sans droits de la défense, sans preuves et sans débat public. L'Argentine, le Mercosur, l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) et l'Organisation des Etats américains (OEA) sont confrontés à des défis analogues, même s'ils ne sont pas identiques. Le silence de l'OEA est un constat d'échec pour l'organisation : après le fiasco du sommet des Amériques [le 15 avril à Carthagène des Indes (Colombie)] et la création de la Communauté des Etats latino-américains et caraïbes (CELAC), l'OEA est la seule instance où Washington puisse faire entendre sa voix. Le signal politique qu'émettra l'UNASUR sera déterminant : soit elle continue à privilégier l'efficacité, comme elle l'a fait face à d'autres crises régionales, soit son unité se craquelle, avec tout ce que cela peut entraîner. Le défi pour le Mercosur est encore plus important : pour la première fois de ce siècle, le Cône Sud est gagné par le néoputschisme, ce qui risque d'avoir de fortes répercussions. L'Argentine doit jouer un rôle de premier plan face au cas paraguayen. Il faut une diplomatie complexe et constructive pour éviter que ce fléau du néoputschisme ne s'installe définitivement en Amérique du Sud.

SYRIE

LA RENCONTRE ANNAN BASHAR AL-ASSAD

L'Envoyé spécial conjoint des Nations Unies et de la Ligue des Etats arabes pour la crise en Syrie, Kofi Annan, a rencontré lundi le Président syrien Bashar Al-Assad afin de trouver un accord sur une approche pour mettre fin à la violence dans ce pays. M. Annan a qualifié la réunion de « franche et constructive ». « Nous avons discuté des façons et des moyens de mettre fin à la violence. Nous nous sommes mis d'accord sur une

approche que je présenterai à l'opposition armée. J'ai également souligné l'importance d'avancer dans le processus de dialogue politique, ce qu'accepte le Président syrien », a déclaré M. Annan devant les journalistes après la réunion à Damas. « Le Président Assad m'a assuré de l'engagement du gouvernement en faveur du plan de paix en six points, qui doit être mis en œuvre de façon beaucoup plus rigoureuse qu'il ne l'a été jusqu'à présent », a-t-il ajouté. Le plan qui avait été présenté par M. Annan plus tôt cette année, prévoit la cessation de la violence, un accès aux agences humanitaires aux personnes qui ont besoin d'aide, la libération des prisonniers, le début d'un dialogue politique inclusif et un accès sans entraves aux médias. « Je vais quitter la Syrie, mais nous allons poursuivre le dialogue et je vais présenter l'approche pour mettre fin à la violence dont nous avons parlé à l'opposition armée. Je dispose d'une équipe ici sur le terrain qui s'en chargera, et j'encourage le gouvernement et autres entités à faire de même », a indiqué l'Envoyé spécial conjoint au point presse. Selon les estimations de l'ONU, plus de 10.000 personnes ont été tuées en Syrie depuis le début de l'insurrection contre le régime du Président Al-Assad il y a 16 mois. La plupart des victimes sont des civils. M. Annan s'est rendu dans la capitale iranienne Téhéran lundi soir pour y rencontrer les dirigeants de ce pays.

PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA



ÉTAT DES MARCHÉS

ASIE

Les places asiatiques se sont toutes drapées de rouge ce matin, avec des baisses qui vont, en fin de parcours, de -0,1% en Nouvelle-Zélande à -1,44% à Hong Kong. A Tokyo, le [Nikkei 225] rend -1,12%, tandis qu'à Shanghai, le CSI 300 perd -1,2%. Les nouvelles macroéconomiques du début de semaine ont en effet de quoi décevoir, avec des commandes de machines qui ont plongé en mai au Japon, bien plus que prévu, et des commentaires tièdes du premier ministre chinois Wen Jiabao sur les perspectives économiques actuelles de son pays, confrontées à "d'importantes pressions" à la baisse. Une prudence encore accrue par la tenue d'un nouveau sommet européen aujourd'hui, durant lequel les ministres des finances de la zone euro vont tenter d'avancer sur les engagements pris par leurs dirigeants à la fin du mois de juin.

ÉTATS UNIS

La Bourse de New York évoluait en baisse lundi, peu confiante à l'ouverture d'une nouvelle saison des résultats dont les investisseurs attendent peu: le Dow Jones cédait 0,53% et le Nasdaq 0,45%. Vers 16H00 GMT, le Dow Jones Industrial Average reculait de 67,66 points à 12.704,81 points et le Nasdaq, à dominante technologique, de 13,20 points à 2.924,13 points. L'indice élargi Standard & Poor's 500 perdait 0,45% (-6,09 points) à 1.348,59 points.

EUROPE

L'ambiance reste particulièrement tendue à la Bourse de Paris. Après avoir changé de cap à plusieurs reprises, le CAC 40 a de nouveau terminé la séance en baisse. Au finish, l'indice parisien a perdu 0,38% à 3 156,80 points. Il a ainsi aligné une quatrième séance d'affilée dans le rouge. La semaine dernière, il avait reculé de 0,87 %. Les volumes restent particulièrement minces. Environ 2,2 milliards d'euros ont changé de mains, hier, sur les grandes valeurs de la cote parisienne. Manque d'entrain également sur les autres grandes places européennes, qui ont également fini dans le rouge après avoir tergiversé toute la journée. À Londres, le Footsie a glissé de 0,62 % et à Francfort le Dax a cédé 0,35 % à la clôture. De son côté, l'Euro Stoxx 50 a terminé en baisse de 0,26 %.

CHANGE

L'euro montait un peu face du dollar lundi, après être tombé en début d'échanges asiatiques à son plus bas niveau en deux ans, dans un marché refroidi par les chiffres de l'emploi américain et prudent avant une réunion des ministres des Finances de la zone euro. Vers 16H00 GMT, l'euro valait 1,2305 contre 1,2287 dollar vendredi vers 21H00 GMT. La monnaie unique européenne est tombée en début d'échanges asiatiques à 1,2251 dollar, son niveau le plus faible depuis le 1er juillet 2010. La monnaie unique européenne gagnait également un peu de terrain face au yen, à 98,02 yens contre 97,83 yens vendredi, après avoir atteint en début d'échanges asiatiques 97,43 yens, son plus bas niveau depuis un mois. Le dollar restait presque stable face à la devise nippone, à 79,66 yens contre 79,62 yens vendredi soir. Vers 16H00 GMT, la livre britannique était stable face à l'euro, à 79,31 pence pour un euro, après être montée à 79,04 pence, son niveau le plus élevé depuis début novembre 2008. La livre progressait face au billet vert, à 1,5515 dollar. La devise helvétique se stabilisait face à l'euro à 1,2010 franc suisse pour un euro, et progressait face au billet vert à 0,9759 franc suisse pour un dollar, après être tombée à 0,9839 franc, au plus bas depuis décembre 2010. L'once d'or a terminé à 1.585 dollars au fixing du soir contre 1.587 dollars vendredi. La devise chinoise a fini à 6,3712 yuans pour un dollar contre 6,3648 yuans vendredi.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les prix du pétrole accentuaient leur rebond lundi en fin d'échanges européens, dans un marché soutenu par la poursuite d'une grève perturbant la production de brut en Norvège et un léger affaiblissement du dollar, mais toujours agité de craintes sur l'économie mondiale. Vers 16H00 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août, échangé sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, valait 99,36 dollars, en hausse de 1,17 dollar par rapport à la clôture de vendredi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance gagnait 95 cents à 85,40 dollars. Les cours du baril regagnaient du terrain après avoir chuté vendredi de plus de 2,50 dollars à Londres comme à New York, sous le coup de chiffres décevants sur le marché du travail aux Etats-Unis, avec des créations d'emplois en juin moindre qu'attendu par les analystes.

PRÉPARÉE PAR WESLEY AMINATA



MANAGEMENT ET DROIT

SALAIRES OU DIVIDENDES, QUE CHOISIR ?

Lorsque le dirigeant exerce son activité sous forme de société, le choix entre salaires et dividendes est crucial. Le dirigeant et ses conseils doivent considérer sa situation professionnelle et patrimoniale : une optimisation complexe tenant compte de plusieurs critères dans un environnement législatif instable.

Sur le plan fiscal ?

Le salaire et ses charges sociales sont déductibles du résultat imposable de la société conduisant à une diminution de l'impôt sur les sociétés. De plus, le salaire n'est soumis au taux progressif de l'impôt sur le revenu que sur une fraction de son montant (après déduction des frais professionnels). En revanche, les dividendes sont soumis à ce même barème après application d'un abattement de 40 % et d'un abattement fixe annuel. Une option pour le prélèvement forfaitaire libératoire est possible : le montant brut des dividendes est soumis à un taux de 21 %.

Sur le plan social ?

Le salaire est soumis aux cotisations sociales obligatoires. Les dividendes, bien qu'ils soient soumis aux prélèvements sociaux (13,5 %), ne sont pas passibles des charges sociales.

Des pièges à éviter ?

Les dirigeants assujettis à l'ISF doivent être vigilants quant à leur choix. La qualification de biens professionnels est en effet conditionnée à la perception d'une rémunération représentant plus de la moitié des revenus professionnels (à l'exclusion des dividendes). Concernant le coût de la protection sociale, il est important de contribuer à un minimum de cotisations, notamment concernant la retraite, sous peine de devoir, plus tard, souscrire des assurances volontaires.

Comment faire le bon choix ?

La recette miracle n'existe pas : chaque cas doit être traité avec discernement. L'optimisation du revenu net passe par un choix cornélien, entre maximisation de la protection sociale et minimisation de la fiscalité.

PRÉPARÉE PAR ROMUALD MYRIAM



T TABLEAU DE BORD

LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er juillet 2012 à **9,40 €** soit **1425,7 € brut mensuel** sur la base de la durée légale de travail de 35 heures hebdomadaire (**1120 net**).

Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO.

Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut ; 1440,86 brut**

INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:

L'indice du coût de la construction (ICC), s'élève au 4e trimestre 2011 à 1.638 points soit une augmentation annuelle de 6,85 %. Au quatrième trimestre 2011, l'indice des loyers commerciaux s'établit à 106,28. Sur un an, il est en hausse de 3,26 %.

POPULATION

POPULATION:2010: 407 205 habitants

OFFRE

PIB 2010 : 8,9 dont 34 % de PIB non marchand (3,1)

IMPORTATIONS 2010: 2,5

RESSOURCES TOTALES : 11,4

DEMANDE

CONSOMMATION 2010:10,3

INVESTISSEMENT 2010 : 0,8

EXPORTATIONS 2010 : 0,3

DEMANDE TOTALE : 11,4

PRIX

MAI 2012 : 1,3% SUR UN AN

EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI EN AVRIL : 64.610

OFFRE D'EMPLOI EN AVRIL :NC

NOMBRE D'ENTREPRISES

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES MARS 2012 : 542

OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE

LA NATION

PUBLICATION DU GROUPE MEDIA CARAIBE : 22 BIS
RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE

INTERNET : SITE INTERNET : <http://guadeloupeconvention.typepad.com> ;
FACEBOOK <http://www.facebook.com/pages/La-Nation/157867524265289>

RÉDACTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**
COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley aminata.

ADMINISTRATION :

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF:

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info



Pensez ENVIRONNEMENT : n'imprimez que si nécessaire

